



# Une délégation de FO reçue par le président du Sénat

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

**L**e président du Sénat, M. Larcher, a débuté une série de rencontres bilatérales en recevant Force Ouvrière le 7 décembre 2016.

Au-delà des contacts réguliers et démocratiques que nous avons, il s'agissait surtout de recueillir les avis de Force Ouvrière sur le programme économique et social avancé par M. Fillon. Nous avons donc explicité nos réactions et oppositions sur plusieurs points :

- L'avenir de l'Assurance maladie. Nous considérons en effet que la séparation entre petit risque et gros risque (vieux serpent de mer) et la restriction de l'accès aux soins pour les plus aisés (à quel niveau?) conduiraient ces derniers à ne plus vouloir de la Sécurité sociale et à la remettre en cause au profit des assurances privées. Il est d'ailleurs contradictoire de rétablir l'universalité pour les prestations familiales et de la remettre en cause pour l'Assurance maladie.

- La réduction massive (110 milliards d'euros) des dépenses publiques et sociales, non seulement fragilisera encore plus fortement le service public, mais aura par ailleurs un effet récessif sur l'activité économique.

- La suppression de 500000 postes de fonctionnaires est une annonce dangereuse et nous avons redemandé un véritable débat sur le rôle et les missions de service public dans la république.

- La suppression de la durée légale du travail est un faux dossier, plus idéologique qu'autre chose.

- Le recul de l'âge de la retraite à 65 ans n'est pas acceptable.

- L'élargissement des candidatures syndicales au premier tour des élections, ainsi que le recours au référendum sont des courts-circuits démocratiques et on risque de voir surgir n'importe quel syndicat (jaune, confessionnel ou politisé notamment).

Tels sont certains des points, non exhaustifs, sur lesquels nous avons réagi.

Nous sommes également intervenus sur la méthode : aller vite risque d'être contraire à la loi dite Larcher de 2007, rendant les consultations obligatoires!

Comme je l'explique souvent, les citoyens n'apprennent pas les programmes par cœur. Et un président de la République, quel qu'il soit, ne reçoit pas un permis de tout faire pendant cinq ans sans discuter, à coups de 49-3.

Le président du Sénat nous a écoutés. Une nouvelle rencontre aura lieu fin janvier début février. Nous ferons évidemment de même avec les candidats démocratiques qui nous solliciteront et qui appartiennent à un groupe parlementaire.

Et, en toute liberté et indépendance, sans donner bien entendu de consigne de vote directe ou indirecte, Force Ouvrière fera connaître en février ses positions, ses analyses et ses revendications les plus importantes.

**JEAN-CLAUDE MAILLY,**  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
@jcmailly sur Twitter